

MAIRIE D'AUZANCES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Délibération n° 2022 – 42 en date du 24 Octobre 2022
portant signature d'une convention d'accompagnement à la mise en
œuvre du dispositif Eco-Energie Tertiaire

Nombre de membres	15
Présents	13
Représentés	2
Votants	15
Exprimés	14
Pour	14
Contre	0
Abstentions	1

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-quatre Octobre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune d'Auzances, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie d'Auzances, sous la présidence de Madame Françoise SIMON, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 13 Octobre 2022

Présents : Françoise SIMON, Caroline LE CORRE, Leilha BERTHON, Georges DIONNET, Serge DESBOUDARD, Christian SCARAMUCIA, Jean-Pol GILBERT, Françoise SUDI GUIRAL, Chrystelle VAXIVIERE, Marie-Claude BOUGNOUX, Delphine DIONNET, Jean-Pascal HELION, Fabien JAMME.

Absents / Excusés : Christine BICHON-MOREL, Bastien GENDRAUD.

Pouvoirs : Christine BICHON-MOREL à Leilha BERTHON
Bastien GENDRAUD à Françoise SIMON

Secrétaire de séance : Jean-Pascal HELION

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal des informations suivantes :

En France, le secteur du bâtiment représente 46% des consommations d'énergie finale et un quart des émissions de dioxyde de carbone (CO2). Le secteur tertiaire représente environ un tiers des consommations des bâtiments.

Près de la moitié des bâtiments ont été construits avant 1975. Leur consommation moyenne est d'environ 240 kWh énergie primaire/m²/an alors que les exigences actuelles se situent autour de 50 kWh/m²/an (obligation RT 2012).

Pour le département de la Creuse, la consommation du secteur tertiaire, représente plus de 10% de la consommation totale d'énergie avec 378,4GWh en 2019.

Le Dispositif Eco Energie Tertiaire (DEET) également appelé « décret tertiaire », entre en application dès cette année. Il impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires. Issue de la loi Elan, cette nouvelle réglementation vise à économiser 60 % d'énergie finale dans ces bâtiments à l'horizon 2050. Elle concerne tous les bâtiments ou ensemble de bâtiments : marchands et non-marchands, nouveaux et anciens, publics et privés, mesurant plus de 1 000 m².

MAIRIE D'AUZANCES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

A chaque décennie (2030, 2040 et 2050), les collectivités obligées devront attester l'économie d'énergie sur leur périmètre assujéti via l'atteinte d'objectifs fixés par les décrets et arrêtés. Afin de suivre les progrès de chaque site soumis à la réglementation, leurs consommations annuelles devront donc être renseignées sur la plateforme OPERAT qui délivrera en retour une attestation annuelle qualifiant l'avancée de la collectivité dans sa démarche de réduction de la consommation énergétique. C'est la notation « Eco-Energie Tertiaire ».

En application de l'article L.2224-37-1 du CGCT, le service Energies du SDEC a pour but d'assister, dans le domaine des énergies, les EPCI et les communes qui le souhaitent en mettant à leur disposition des outils, des connaissances ainsi que des informations, des conseils technologiques, scientifiques ou d'ordre réglementaire. Le SDEC est en mesure de proposer aux collectivités qui le souhaitent un accompagnement dans la mise en œuvre du « Décret Eco-Energie Tertiaire » sur tout ou partie du patrimoine assujéti aux obligations de réduction des consommations dudit décret.

Pour cela, la convention prévoit deux niveaux d'accompagnement.

Niveau 1 : Accompagnement au lancement du décret tertiaire :

- ✓ Création du compte OPERAT et saisie des informations administratives;
- ✓ L'identification et la déclaration sur OPERAT du périmètre assujéti ;
- ✓ Déclaration des consommations d'énergie 2021 et 2020 ;
- ✓ Identification de l'année de référence.

Niveau 2 : Accompagnement sur les objectifs :

- ✓ Déclaration annuelle des consommations d'énergie ;
- ✓ Elaboration des plans d'actions et modulation éventuelle des objectifs (Dossier technique) ;
- ✓ Accompagnement dans la mise en place des actions et réalisation des travaux éventuels
- ✓ Accompagnement CEP (Conseil en Energie Partagée) de la commune

Les coûts de participation de la collectivité sont les suivants :

Niveau 1 : 350 € / unité foncière

Niveau 2 : 1 €/an/habitant.

La commune d'Auzances compte un ensemble de bâtiments dépassant 1000 m², à savoir : l'Espace André Vénuat.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré, à la majorité de ses membres moins une abstention :

- devant ses obligations réglementaires, se prononce favorablement pour la signature de la convention d'accompagnement à la mise en œuvre du dispositif « Eco-Energie Tertiaire » entre la commune d'Auzances et le Syndicat des Energies de la Creuse.
- mandate Madame le Maire pour signer ladite convention et ce, pour les deux niveaux d'accompagnement.
- autorise Madame le Maire à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.

Certifié exécutoire,
A Auzances, le 24 Octobre 2022
Le Maire,
Françoise SIMON.

